



Salaires, emplois, statut, dialogue social...
POUR UNE FONCTION PUBLIQUE PRESERVEE
POUR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITE
LA MOBILISATION DOIT CONTINUER !

Les neuf organisations syndicales représentatives dans la fonction publique appellent l'ensemble **des personnels des fonctions publiques de l'État, de l'Hospitalière et de la Territoriale à la grève et aux manifestations le mardi 22 mai 2018.**

Elles appellent les agents à dire leur rejet du projet gouvernemental de suppression de 120 000 emplois et le recours accru au contrat qui dégraderont les conditions de travail des agent.es et la qualité du service public. Elles considèrent que le **développement de la contractualisation constitue une attaque contre le statut** de même que la possible rémunération « au mérite » assise sur des critères antinomiques de ceux du service public.

Elles rappellent leur opposition à la remise en cause des CAP et à la disparition des CHSCT, comme à toutes les mobilités forcées vers le secteur privé.

Dans le cadre du rendez-vous salarial du mois de juin, nos organisations appellent les agents à exiger du gouvernement des mesures qui permettent une réelle amélioration du pouvoir d'achat pour toutes et tous : **fin du gel de la valeur du point d'indice et sa revalorisation, rattrapage des pertes subies, abrogation de la journée de carence**, compensation pérenne de la hausse de la CSG, respect des engagements en matière d'évolution de carrière, amélioration des déroulements de carrière.

Nos organisations sont attachées à une fonction publique rendant des services de qualité à toutes et tous les usager-es sur l'ensemble du territoire, ainsi qu'aux valeurs et principes d'égalité, de solidarité et de justice sociale.

Fortes de ces valeurs, nous appelons le gouvernement à être extrêmement vigilant sur les suites à donner au futur rapport du Comité Action Publique 2022.

LE 22 MAI 2018 DANS LA SOMME : GREVE UNITAIRE et MANIFESTATION !

AMIENS – 14 h – MAISON DE LA CULTURE

La manifestation se rendra ensuite à **la faculté de Droit et de Sciences politiques (Placette Lafleur)** en soutien à la mobilisation de la communauté universitaire contre l'asphyxie budgétaire de l'Université de Picardie Jules Verne et contre les réformes gouvernementales dans l'enseignement supérieur, **puis à la gare d'AMIENS**, en soutien à l'intersyndicale des cheminot.es en lutte ; **et enfin à l'Hôtel de ville.**